



Place au peuple !



l'humain d'abord

Meeting FRONT de GAUCHE - Mardi 6 Mai 2014-05-07 en présence de Myriam MARTIN candidate de la circonscription OUEST.

Cher**E**s Ami**E**s, Chers Camarades,

Le 1^{er} novembre 1993, entré en vigueur le traité de Maastricht. Il devait « ouvrir une nouvelle ère de prospérité » !

Vingt ans plus tard, on peut mesurer la prospérité. D'évidence, on ne nous avait pas précisé qu'elle ne serait que pour quelques uns

Le quart de la population, soit 120 millions d'Européens, est considéré comme pauvre. Dix-huit millions d'Européens bénéficient du programme d'aide alimentaire aux plus démunis. Près de deux millions d'exploitations agricoles ont disparu depuis 2002.

Partout en Europe sont appliquées les mêmes politiques d'austérité.

Partout, les ennemis sont le salaire considéré toujours comme trop élevé, les dépenses d'éducation jugées inefficaces voire inutiles, les dépenses de santé et de retraite trop généreuses. *En Belgique*, le gouvernement du premier ministre socialiste veut imposer un plan d'économies de **13 milliards** d'euros en prônant une méthode originale et connue pour son efficacité : baisser le coût du travail et baisser l'indemnisation des chômeurs. *Au Portugal*, qui vient d'être félicité pour sa bonne politique imposée depuis 3 ans par la célèbre troïka, on prévoit **2,4 milliards** de nouvelles coupes budgétaires avec ici aussi des pistes inédites : ouvrir les secteurs publics au privé et casser le droit du travail. Des jeunes Portugais s'expatrient au Mozambique et en Angola, non pas cette fois comme des colons, mais comme des migrants économiques. Nous comprenons l'amer-

tume et la colère des capitaines d'avril voyant tous les acquis de la révolution des œillets balayés par la troïka. *Des jeunes Espagnols* sont contraints d'aller travailler en Allemagne ou en Amérique Latine.

Et bien sûr nous avons tous en tête la situation du *Peuple Grec* où la situation sociale est dramatique : le chômage touche 27% de la population et atteint 60% des moins de 24ans avec des pics de 70% dans les régions du nord, un nouveau plan de licenciement massif de 11.500 fonctionnaires d'ici fin 2014, via la fusion ou la suppression d'organismes publics, D'ailleurs **Alexis Tsipras affirme que "La Grèce a servi de cobaye à la théorie du choc"**

En France aussi, le chômage progresse, les services publics sont réduits, l'âge de la retraite n'en finit pas de reculer, la protection sociale de moins protéger, les fonctionnaires toujours trop nombreux et trop coûteux.

Dans la Vienne, comme ailleurs, on connaît bien les conséquences de l'austérité.

Sur le site du bien connu Futuroscope, les salariés des centres d'appel, les femmes de ménages des hôtels, les salariés du parc savent ce que c'est que les horaires dits décalés, les « petits contrats » imposés, les salaires de misère. Elle existe la galère de toutes ces femmes parfois seules, qui ont enfin trouvé un boulot au futuroscope, deux jours par semaine, pas toujours le même, pas de voiture, des horaires tardifs ou matinaux, ou les deux et bien sûr un salaire encore trop élevé pour le patron. Mais pour avoir ce travail, il faut faire garder les enfants.

Il faut encore trouver une place dans une crèche, pas trop loin du logement ou pas trop compliqué pour les changements de bus le matin ou le soir. Etc etc. la crise, ce ne sont pas que des statistiques. Il est évident que ces femmes et ces hommes ont besoin de services publics de transports, de petite enfance, de logement fort et adaptés à leur situation. On dit pourtant qu'il est impératif de respecter les fameux 3% de déficit et donc qu'il va falloir trouver 50 milliards et qu'il va falloir faire des efforts, en premier lieu les collectivités locales et leur services publics de proximité. « La France » vit au dessus de ses moyens....

A la violence de la crise sociale s'ajoute un déni démocratique imposé par les classes dominantes en Europe : ce sont désormais des instances technocratiques, en particulier la « troïka » (FMI, BCE et Commission européenne) qui concentrent les pouvoirs.

« Le concours des gouvernements nationaux est requis pour toute décision, qu'il s'agisse des plans d'austérité ou de n'importe quelle directive. »

Mais rien ne serait possible non plus sans le consentement des gouvernements de tout bord : ce sont eux qui composent le conseil européen et le conseil des ministres : sans le conseil des ministres aucune décision ne peut être réellement entérinée. **Le concours des gouvernements nationaux est requis pour toute décision, qu'il s'agisse des plans d'austérité ou de n'importe quelle directive.** Mais évidemment rien ne serait possible non plus sans le Parlement européen qui amende et vote les directives et traités de la Commission et du Conseil Européens et qui contrôle in fine la BCE malgré son indépendance affirmée.

Or aujourd'hui, le Parlement européen est majoritairement peuplé de députés qui approuvent les choix de la BCE et de la Commission européenne, et cela qu'ils soient issus des rangs de la droite, de l'extrême droite, des PS et des Verts européens. Les cliques politiques au parlement, au conseil européen et commission ne sont que relatifs : mis à part sur des sujets restreints, **il existe une cogestion assumée entre sociaux-démocrates et conservateurs.** La base du fonctionnement actuel de l'Union européenne est un consensus politique entre les forces qui gouvernent dans l'ensemble du territoire et qui défendent toutes le même intérêt de classe à l'échelle du continent. La grande majorité des ac-

teurs institutionnels européens ne peuvent ou ne veulent pas imaginer qu'une autre Europe soit possible, que l'on puisse mettre en place des politiques économiques et sociales différentes,

Face à la crise, la solution serait plutôt la fuite en avant :

Au Conseil européen, on parle désormais d'imposer aux pays en difficulté des critères dits de « macro-conditionnalité ». C'est-à-dire qu'un pays ne bénéficierait des fonds européens – c'est à dire venant des contribuables européens, ça ne vient pas du ciel - que s'il applique l'austérité, ça on connaît, mais une austérité renforcée. Dans le même ordre d'idée, les institutions européennes veulent mettre en place ce qu'ils appellent des « contrats de compétitivité ». Chaque Etat serait ainsi géré comme une entreprise, selon sa capacité à réduire les crédits publics et à diminuer la rémunération du travail. Le fameux coût du travail !

Appliquer le libéralisme le plus débridé dans toute l'Europe, voilà leur projet ! Même recette que le FMI et mêmes conséquences : moins de services publics et plus de misère pour les peuples !

Côté démocratie, Angela Merkel veut modifier le traité européen pour obtenir « un vaste contrôle communautaire des budgets nationaux, de l'endettement public dans les 28 capitales de l'Union et des réformes nationales, visant à accroître la compétitivité et la mise en œuvre des réformes sociales ». On connaît bien ces réformes sociales...

Autre projet, **le traité transatlantique** : négocié en secret, ce projet ardemment soutenu par les multinationales leur permettrait d'attaquer en justice tout Etat qui ne se plierait pas aux normes du libéralisme. Il est d'ores et déjà stipulé que les pays signataires assureront la « mise en conformité de leurs lois, de leurs règlements et de leurs procédures » avec les dispositions du traité.

Bien sûr et heureusement, **ces politiques connaissent de réelles résistances dans la plupart des pays européens :**

En Allemagne, pour un salaire minimum comme l'ont montré les manif du premier mai. Le slogan : « Un bon travail, une Europe sociale ! ». *En Hongrie* face à un pouvoir autoritaire, les salariés refusent la casse du droit syndical. *En Roumanie* comme *en Slovaquie* nouveau pays sur la liste de la Troïka

contre les politiques d'austérité et de privatisations. *En République tchèque* s'exprime le refus de l'austérité et de la hausse de la TVA. *En Pologne*, contre une réforme régressive des retraites. *En Italie, en Espagne, au Portugal, en Grèce*, contre les choix de la Troïka, contre l'austérité, contre les réductions du nombre de fonctionnaires en particulier dans l'Education. En Grèce, on dénombre plus de 20000 manifestations depuis 4 ans. *Au Royaume-Uni*, les étudiants refusent les augmentations des frais d'études et les salariés se dressent contre les suppressions d'emploi.

La question de la justice sociale est bien devenue centrale. L'idée que « **l'austérité ça ne marche pas** » devient une force qui ébranle les dogmes. La finance est de plus en plus mise en accusation. Ce qui était présente comme grave dans le marbre est ébranlé.

Il est donc grand temps de proposer à l'échelle européenne une alternative claire de gauche en prise avec les mobilisations sociales et les luttes des travailleurs, des chômeurs, des expulsés, des immigrés, des jeunes, des femmes, des mouvements pour la paix, des antifascistes et antiracistes. Telle est la démarche et l'ambition du Front de Gauche.

Nous ne sortirons de cette crise qu'à la condition que les peuples d'Europe soient unis. **Puisque le capitalisme, avec ses transnationales agit de manière globale, nous devons, nous aussi, agir de manière globale.**

Nous sommes dans une lutte de classes et nous devons lutter unis. Contrairement à ce que raconte Marine Le Pen, patronne du FN, l'ennemi n'est pas le métallo roumain à 400 Euro net mensuel, ni le plombier polonais, ni le maçon espagnol. Comme les salariés français, ils sont exploités par les mêmes patrons, les mêmes grandes firmes, les mêmes actionnaires. Les pires ennemis des travailleurs de Renault-France ne sont pas les ouvriers roumains de Dacia mais Carlos Ghosn et surtout les actionnaires de Renault qui les mettent en concurrence. Plus de dividende moins de salaire !

Chaque recul social ou politique dans un pays d'Europe est un danger pour notre protection sociale, nos salaires, notre pouvoir d'achat et nos libertés.

Nous le savons bien : on nous dit toujours : ailleurs, c'est comme ça qu'ils font. Ils ne nous disent pas qu'ailleurs aussi, les salariés luttent !

Lorsqu'en France, le MEDEF, la droite et malheureusement nombre de dirigeants socialistes veulent imposer la retraite à 65 ans, ils s'appuient sur les reculs sociaux des autres pays d'Europe.

Lorsque les femmes espagnoles voient leur droit à l'IVG mis en cause, immédiatement les réactionnaires français se saisissent de cela pour partir à l'assaut de la loi Veil.

Nous devrions nous méfier des droits d'inscriptions dans les universités dont l'augmentation veut être imposée chez nos voisins, nous avons parlé tout à l'heure de la lutte des étudiants anglais. Déjà dans les écoles relevant du ministère de l'industrie, les droits ont explosés.

Nous devons donc construire avec les peuples un rapport de force politique, économique et social, ouvrir le débat sur des propositions alternatives et créer les chocs diplomatiques visant une remise à plat de la construction européenne. La politique européenne n'existe et ne peut exister que parce qu'à l'heure actuelle il y a dans les différentes classes dominantes des pays européens un consensus sur la politique économique et sociale à mener. **Renversons le rapport de forces dans nos pays et en Europe et les fondations de la commission pourront être renversées.**

Nous devons obtenir une modification des règles actuelles et en exiger de nouvelles. Ces mesures seront coopératives, en ce sens qu'elles ne sont dirigées contre aucun pays mais contre une logique économique et politique et que, plus le nombre de pays les adoptant est important, plus leur efficacité grandit.

Les politiques d'austérité font aujourd'hui l'objet d'un rejet massif des peuples. De cette colère doit émerger un espoir, celui de celles et ceux qui n'ont pas renoncé au changement et au progrès humain.

Les moyens existent pour financer un projet progressiste : au lieu d'être utilisée pour sauver la finance, la banque centrale européenne devrait servir à alimenter un fond de développement économique social et écologique. Un tel fond permettrait de financer les services publics mais aussi les investissements publics ou privés répondant à des

critères précis en matière économique (création de valeur ajoutée dans les territoires), sociale (emploi, formation, salaires) et écologiques. Déjà en France, des luttes existent pour pousser dans ce sens : des syndicalistes exigent le financement par les banques des investissements nécessaires au redémarrage de leur entreprise. Ils interpellent la Banque de France pour que de tel crédit soient financés à 0% par la BCE. Des élus locaux revendiquent le même type de financement pour leurs investissements publics au service de la population.

Ainsi des moyens existent pour refonder une Europe où les ressources serviraient en priorité au développement humain et non à la rentabilité des capitaux. Les moyens existent et les forces pour en imposer la mise en œuvre.

Alors il ne faut plus tergiverser. Nous avons une grande responsabilité.

Avec nos bulletins de vote nous devons ouvrir un autre chemin pour **une Europe solidaire, une Europe donnant la priorité au développement social et à la transition écologique, une Europe libérée de la toute puissance des marchés financiers, une Europe démocratique avec des droits nouveaux pour les citoyens et les salariés.**

Le 25 mai, élisons dans ce Parlement des députés Front de Gauche qui avec leurs alliés de la Gauche Unitaire Européenne et Gauche Verte Nordique porteront un autre avenir que l'austérité à perpétuité. Elisons des Députés qui enfin ouvriront la voie pour l'Europe des Peuples.